



CTF/FCE

**Mémoire prébudgétaire de la Fédération
canadienne des enseignantes et des
enseignants — Octobre 2022**

Le 7 octobre 2022

Mémoire prébudgétaire de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants — Octobre 2022

La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE) est une organisation nationale composée de 18 organisations membres et associées représentant plus de 365 000 enseignantes et enseignants des écoles publiques dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. En tant que fédération d'organisations de l'enseignement, la CTF/FCE promeut et appuie une éducation publique inclusive de qualité, financée par l'État, sous toutes ses formes. Elle défend l'enseignement comme profession et milite en faveur de l'octroi de ressources suffisantes, des droits des travailleurs et travailleuses, et de la justice sociale au Canada et dans le monde entier.

Besoin de leadership

Les temps sont durs pour les Canadiennes et Canadiens. L'inflation rend la vie plus coûteuse pour les familles, et nous savons que les problèmes sociaux qui touchent depuis longtemps les personnes les plus marginalisées de notre société ne feront qu'empirer sans un investissement et un soutien social proactifs. La population canadienne a besoin d'un leadership fort et sincère de la part du gouvernement fédéral.

Devant la menace de privatisation des biens publics qui plane depuis la pandémie, les Canadiennes et Canadiens veulent pouvoir envisager l'avenir l'esprit tranquille. Le moment est venu pour le gouvernement du Canada de faire preuve d'un plus grand leadership dans le dossier de l'éducation publique financée par l'État, de la maternelle à la 12^e année. Il doit faire de ce dossier un véritable catalyseur du changement social qui permettra de venir à bout des inégalités dont souffrent les personnes les plus vulnérables de notre société, comme les personnes racialisées, les Autochtones, les personnes à faible revenu et celles qui vivent en région éloignée.

En réponse à un sondage réalisé par la CTF/FCE auprès des Canadiennes et Canadiens pendant l'été 2021, 90 % des répondantes et répondants se sont dits d'avis que le gouvernement fédéral devrait créer une série de lignes directrices nationales pour assurer la qualité de l'enseignement, de l'environnement d'apprentissage et des ressources. Nous nous faisons l'écho de cette suggestion dans le présent document. La CTF/FCE présente ci-dessous plusieurs problématiques qui ont une incidence sur les élèves, les familles, les éducateurs et éducatrices, et les systèmes d'éducation publique du Canada en général, ainsi que des recommandations sur les meilleures manières de résoudre ces problématiques et ainsi rendre le Canada meilleur pour l'ensemble de sa population.

Assurer une éducation publique de qualité indépendamment du code postal

La CTF/FCE coordonne un mouvement en faveur de la création d'un conseil consultatif national sur l'éducation publique financée par l'État (CCNE) composé d'organisations nationales qui interviennent dans la prestation des services d'éducation publique, de la maternelle à la 12^e année, ou dans l'établissement des politiques connexes au Canada. Les membres de ce groupe, dont la CTF/FCE, et les organisations qui en font partie en tant qu'observatrices discutent des difficultés auxquelles sont confrontés les systèmes d'éducation publique financés par l'État au Canada et proposent des stratégies et des solutions fondées sur des données probantes pour les surmonter. Composé d'organisations désireuses de s'attaquer à des questions importantes comme l'éducation autochtone, l'éducation en français en milieu minoritaire, la formation et le perfectionnement du personnel enseignant et des travailleurs et travailleuses de l'éducation, et les conditions d'enseignement et d'apprentissage, le CCNE a pour but de veiller à ce que tous les élèves du Canada sans exception aient accès à une éducation publique inclusive de qualité, financée par l'État, de la maternelle à la 12^e année.

Le CCNE souhaite que le Canada redevienne un chef de file mondial en matière d'éducation publique, dans les dossiers qui touchent la salle de classe mais aussi au-delà, par exemple les stratégies de lutte contre le racisme; le soutien à l'éducation autochtone; l'élaboration de lignes directrices pour l'enseignement des changements climatiques; les questions de santé et de sécurité relatives à l'infrastructure scolaire; le recrutement et la rétention

du personnel enseignant; la création d'écoles plus saines grâce à la mise en œuvre de programmes nationaux d'alimentation en milieu scolaire et d'activité physique; et la santé mentale des élèves et du personnel de l'éducation. Chacun de ces dossiers pancanadiens exige des solutions multidimensionnelles ainsi qu'un leadership fort du gouvernement fédéral, qui doit aussi appuyer ces solutions.

Par conséquent, nous demandons au gouvernement fédéral d'assurer un financement ciblé, stable et à long terme qui permettra de mettre en place un conseil consultatif national sur l'éducation publique financée par l'État chargé de se pencher sur ces questions, qui ont une incidence sur les familles d'un bout à l'autre du pays.

L'importance de s'occuper de la santé mentale dès un jeune âge

Malheureusement, les Canadiennes et Canadiens n'ont jamais été aussi nombreux à éprouver des problèmes de santé mentale. La pandémie de COVID-19 a exacerbé une situation déjà grave qui touche particulièrement les personnes en première ligne, dont les éducateurs et éducatrices. Une étude réalisée récemment auprès de nos membres montre que les enseignantes et enseignants s'interrogent de plus en plus sur leur capacité à demeurer dans la profession en raison du manque de soutien en matière de santé mentale et de l'ampleur de la charge de travail.

La CTF/FCE croit fermement à l'importance de favoriser la bonne santé mentale des élèves et du personnel enseignant. Devant le manque de soutien en la matière au Canada et compte tenu de ce qui commence à se faire au pays pour y remédier, la CTF/FCE estime que l'école est le meilleur endroit où commencer pour s'attaquer à cette problématique.

En effet, que ce soit en habituant les élèves à demander du soutien en santé mentale quand ils en ressentent le besoin ou en fournissant au personnel enseignant et aux travailleurs et travailleuses de l'éducation la possibilité d'aller chercher de l'aide et des ressources pour soigner leur propre santé mentale ou celle de leurs élèves, l'école est l'endroit idéal où établir des pratiques saines qui contribueront à améliorer la santé mentale de la population dans l'ensemble des communautés du pays.

La mise en place de services de soutien en santé mentale dans les écoles nous permettra de créer un système de santé solide, de classe mondiale, qui favorisera une approche globale de la santé axée sur une prise en charge précoce de la santé mentale des Canadiennes et Canadiens, dans leurs communautés.

Par conséquent, nous demandons au gouvernement fédéral de s'assurer que les fonds que recevront les provinces et les territoires dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé mentale seront liés à la mise en œuvre de programmes de soutien en santé mentale en milieu scolaire, financés par l'État, de la maternelle à la 12^e année.

Assurer la sécurité alimentaire de tous les enfants au Canada sans exception

Se concentrer et apprendre l'estomac vide, ce n'est facile pour personne. Chez les enfants, c'est un problème dont les répercussions sur leur scolarisation et leur avenir sont profondes. Dans de nombreuses régions du monde et dans les provinces et territoires qui permettent au secteur caritatif d'offrir des programmes d'alimentation en milieu scolaire, les bienfaits de tels programmes, des bienfaits qui changent des vies, sont bien réels. Un certain nombre d'organisations, comme la Coalition pour une saine alimentation scolaire, ont déjà fait beaucoup dans ce dossier, et la CTF/FCE appuie leurs initiatives.

Au Canada, la hausse du coût de la vie et les difficultés grandissantes attribuables au changement climatique font de l'insécurité alimentaire un obstacle à la qualité de vie d'une ampleur comme nous n'en avons plus connu

depuis des dizaines d'années. Le gouvernement fédéral doit prendre les mesures qui s'imposent pour garantir la sécurité alimentaire de toute la population canadienne.

Nous reconnaissons que le gouvernement fédéral s'est dans le passé engagé à élaborer une politique nationale d'alimentation en milieu scolaire, mais nous voulons voir cette politique mise en œuvre en collaboration avec les provinces et les territoires. Le gouvernement fédéral a déjà tenu les rênes d'initiatives en matière de santé, d'éducation et de garde d'enfants, et soutenu des programmes relevant de la compétence des provinces et des territoires. Assurer la mise en œuvre d'un programme pancanadien d'alimentation en milieu scolaire n'est pas différent. La CTF/FCE estime qu'un tel programme devrait être durable, universel et entièrement financé par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

Par conséquent, nous demandons au gouvernement fédéral d'assurer un financement ciblé, stable et à long terme qui permettra de mettre en œuvre un programme national d'alimentation en milieu scolaire en collaboration avec les provinces, les territoires et des organisations autochtones, qui soit durable et qui privilégie les aliments locaux dans la mesure du possible.

Soutenir les personnes vulnérables qui désirent s'installer au Canada

Le Canada se targue d'être un champion mondial des droits de la personne qui veille à ce que les personnes ayant besoin d'aide la reçoivent. Au cours de la dernière année, un grand nombre de réfugiées et réfugiés sont arrivés au Canada, notamment dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et nous avons vu le soutien que le Canada leur a offert. La CTF/FCE reconnaît ces efforts et applaudit le leadership dont le gouvernement fédéral a fait preuve dans ce dossier.

Cela dit, le Canada accuse un important retard dans le traitement des demandes de statut de réfugié, une situation qui peut et doit être corrigée immédiatement afin que notre pays puisse continuer de remplir son rôle de premier plan dans l'accueil des personnes réfugiées, qui contribue à la diversité et à la croissance du Canada.

Pour sa part, la CTF/FCE collabore avec l'Internationale de l'Éducation afin de soutenir des personnes qui ont demandé le statut de réfugié, notamment des femmes et des porte-paroles du milieu de l'éducation afghans qui courent de grands dangers en voulant instruire les filles ou se porter à leur défense. Jamais quelqu'un ne devrait être pénalisé pour avoir effectué un travail communautaire féministe et progressif. Les nouveaux arrivants et les nouvelles arrivantes, nous le savons, contribuent beaucoup à la société canadienne sur les plans culturel et économique, et c'est pourquoi nous exhortons le gouvernement du Canada, en tant que gouvernement féministe, d'investir davantage dans le traitement des demandes de statut de réfugié.

Par conséquent, nous demandons au gouvernement fédéral d'assurer un financement ciblé, stable et à long terme qui permettra d'ajouter du personnel et ainsi d'accélérer le traitement des demandes de statut de réfugié, et d'améliorer le soutien aux personnes et aux familles qui cherchent refuge au Canada.